

Bijlage

Equivalentiefactoren voor dioxinen en dibenzofuranen

Om de in artikel 3 bedoelde totale waarde van dioxinen en furanen te bepalen, moeten de onderstaande massaconcentraties van dioxinen en dibenzofuranen, vooraleer opgeteld te worden, vermenigvuldigd worden met een equivalentiefactor (door het concept giftequivalent te gebruiken) :

		Gift- equivalentie-factor
2,3,7,8	Tetrachloordibenzodioxine (TCDD)	1
1,2,3,7,8	Pentachloordibenzodioxine (PeCDD)	0,5
1,2,3,4,7,8	Hexachloordibenzodioxine(HxCDD)	0,1
1,2,3,7,8,9	Hexachloordibenzodioxine(HxCDD)	0,1
1,2,3,6,7,8	Hexachloordibenzodioxine(HxCDD)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	Heptachloordibenzodioxine (HpCDD)	0,01
	Octachloordibenzodioxine (OCDD)	0,001
2,3,7,8	Tetrachloordibenzofuraan(TCDF)	0,1
2,3,4,7,8	Pentachloordibenzofuraan (PeCDF)	0,5
1,2,3,7,8	Pentachloordibenzofuraan (PeCDF)	0,05
1,2,3,4,7,8	Hexachloordibenzofuraan(HxCDF)	0,1
1,2,3,7,8,9	Hexachloordibenzofuraan(HxCDF)	0,1
1,2,3,6,7,8	Hexachloordibenzofuraan(HxCDF)	0,1
2,3,4,6,7,8	Hexachloordibenzofuraan(HxCDF)	0,1
1,2,3,4,6,7,8	Heptachloordibenzofuraan (HpCDD)	0,01
1,2,3,4,7,8,9	Heptachloordibenzofuraan (HpCDD)	0,01
	Octachloordibenzofuraan (OCDF)	0,001

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993 tot bestrijding van door huisvuilverbrandingsinstallaties veroorzaakte luchtverontreiniging.

Namen, 3 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 98 — 3556

[C - 98/31530]

**6 NOVEMBRE 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française
portant règlement de l'octroi de subventions à l'investissement aux services de santé mentale**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret du 27 avril 1995 de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale et notamment l'article 32;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donné le 8 septembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mars 1997;

Vu l'accord du Membre du Collège qui a le Budget dans ses attributions, donné le 17 avril 1997;

Vu l'urgence motivée par la circonstance et qu'il est nécessaire de disposer d'une législation pour pouvoir répondre aux demandes de subsides déjà parvenues et également de pouvoir subsidier dans les plus brefs délais des travaux d'aménagement des services afin qu'ils puissent répondre aux exigences de sécurité en matière d'incendie imposées dans le cadre de leur procédure d'agrément;

Vu l'avis du Conseil d'État donné le 6 octobre 1997 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

Sur la proposition du Membre du Collège compétent pour la Santé, la Reconversion et le Recyclage professionnels, l'Enseignement, la Promotion sociale, le Transport scolaire et la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

— le Membre du Collège : le membre du Collège chargé de la Santé.

— l'administration : les services du Collège de la Commission communautaire française

— coût maximum subsidiable : le montant maximum des achats et travaux pris en considération pour déterminer le montant de la subvention.

Art. 3. Le présent arrêté fixe les conditions, procédures et modalités d'octroi de subventions de la Commission communautaire française dans l'acquisition, la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations des immeubles affectés à des services de santé mentale agréés ainsi que pour leur équipement et ameublement.

Sont exclus du bénéfice des subventions l'achat de terrain à bâtir, d'appareillage médical, de matériel informatique et d'ameublement autre que le mobilier d'installation dans un bâtiment nouvellement acquis ou construit.

Art. 4. § 1^{er}. Le montant de la subvention est fixé à 60 p.c. du prix d'achat de l'immeuble, y compris les frais d'acte et les droits d'enregistrement, ou du montant du marché de travaux, de fournitures ou de services tels que prévus à l'article 5 pour autant que ce montant ne dépasse pas le maximum fixé aux articles 6 et 7.

§ 2. Toutefois, le montant de la subvention est fixé à 90 p.c. du montant des travaux, fournitures et prestations, dans la limite des mesures indispensables, en cas de modification des exigences de sécurité requises en la matière.

Art. 5. Le montant des travaux, fournitures ou services admis au bénéfice de la subvention comprend les postes suivants.

a) Le montant total dû à l'entrepreneur déduction faite des postes non subventionnables de la soumission et des décomptes et travaux modificatifs non acceptés, mais y compris les révisions contractuelles proportionnelles au montant subsidiable telles qu'elles résultent de l'application du cahier spécial des charges régissant l'entreprise subsidiée pour autant que ce document ait fait l'objet d'une approbation préalable du Membre du Collège telle que prévue aux articles 24 à 27.

b) Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée.

c) Le montant des frais généraux. celui-ci étant fixé forfaitairement à 5 p.c. du total des montant repris sub a) et b).

d) Le coût des essais géotechniques éventuels.

e) Le coût des raccordements éventuels en eau, gaz, électricité pour autant qu'ils aient été effectués par les sociétés distributrices.

Le cas échéant, la somme des travaux dont la mise en adjudication n'est pas conforme aux données du projet est déduite du montant admis au bénéfice de la subvention.

Art. 6. § 1^{er}. Le coût maximum subsidiable est fixé à 30 000 FB le m² avec un maximum de 450 m².

Il est établi à la date du 1^{er} janvier 1997; il ne comprend pas la taxe sur la valeur ajoutée, les révisions de prix contractuelles ainsi que les droits d'enregistrement, les frais d'actes notariaux et les frais généraux tels que définis à l'article 5, c), le coût des essais géotechniques et le coût des raccordements éventuels.

§ 2. Le coût maximum subsidiable suit les variations des salaires et charges sociales, de l'indice des matériaux et des taxes généralement quelconques. La formule d'actualisation des coûts est :

$$p = P (0,40 \frac{s}{S} + 0,40 \frac{i}{I} + 0,20).$$

Dans cette formule :

p est le montant de la dépense approuvée à la date du dépôt des soumissions ou des offres;

P est le montant actualisé au 1^{er} janvier 1997 de la dépense approuvée p;

s et S représentent les salaires officiels de la construction, pour la catégorie A, d'application respectivement dix jours avant la date de dépôt des soumissions ou des offres, et à la date du 1^{er} janvier 1997;

i et I représentent l'indice des matériaux respectivement pour le mois du dépôt des soumissions ou des offres et pour le mois de janvier 1997.

Art. 7. Le montant de la subvention est calculé sur base du prix d'achat majoré des droits d'enregistrement et des frais d'acte, à la condition toutefois que le montant de l'achat ne dépasse ni la valeur vénale telle qu'elle a pu être estimée par le Comité d'acquisition d'immeubles ou par le Receveur de l'Enregistrement ni le coût maximum subsidiable.

Si tel n'est pas le cas, la subvention est calculée sur la base de la plus basse de ces trois valeurs majorée des frais d'acte et des droits d'enregistrement réduits en proportion du montant maximum pris en compte pour le calcul.

Art. 8. La durée d'amortissement des biens acquis est fixée comme suit :

33 ans pour la construction d'un bâtiment;

25 ans pour l'achat d'un bâtiment;

15 ans pour la rénovation ou l'aménagement d'un bâtiment.

Art. 9. L'octroi de la subvention est subordonné aux conditions suivantes.

a) Le demandeur doit fournir la preuve qu'il est à même de financer sa part du coût de l'entreprise. A cet effet, il peut être tenu compte de la valeur du terrain dont le demandeur est propriétaire.

b) Le demandeur doit s'engager :

— à ne pas acheter de bâtiment, d'équipement ou de mobilier et à ne pas entamer de travaux sans accord préalable du Collège;

— à respecter les conditions d'agrément fixées par la réglementation;

— à ne pas modifier l'affectation des bâtiments sans l'autorisation préalable du Collège;

— à rembourser, en cas d'aliénation de l'immeuble non amorti dont la construction ou l'achat a fait l'objet d'un subside, selon les modalités fixées par le Collège, un pourcentage du prix de vente proportionnel à la part subsidiée initialement;

— à rembourser, en cas d'aliénation de l'immeuble amorti dont la construction ou l'achat a fait l'objet d'un subside, selon les modalités fixées par le Collège, un pourcentage du prix de vente proportionnel à la part subsidiée initialement diminué de 20 %;

— à rembourser, en cas d'aliénation de l'immeuble dont la rénovation ou l'aménagement ont fait l'objet d'un subside, la part non amortie du montant de la subvention.

c) Le demandeur qui sollicite une subvention pour effectuer des travaux doit fournir la preuve qu'il est propriétaire de l'immeuble ou titulaire d'un droit d'emphytéose sur celui-ci.

d) Le demandeur qui sollicite une subvention pour construire un bâtiment doit fournir la preuve qu'il est propriétaire du terrain à bâtir ou titulaire d'un droit d'emphytéose sur celui-ci.

CHAPITRE II. — Procédure d'octroi de subventions à l'achat de bâtiments

Art. 10. Le demandeur introduit auprès du Membre du Collège une demande d'accord de principe

Art. 11. La demande d'accord de principe comprend les documents suivants :

1° La délibération de l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage.

2° La preuve que le maître de l'ouvrage est une association sans but lucratif ou institution universitaire agréée en tant que service de santé mentale, la copie de ses statuts et la composition de son conseil d'administration.

3° Les comptes et bilans de l'association maître de l'ouvrage, pour les trois années précédant la demande, approuvés par l'assemblée générale et signés par un administrateur.

4° Un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'achat du bâtiment, en précisant notamment les besoins dans le territoire à desservir, compte tenu des prévisions et de la couverture en équipements existants dans ce territoire. Il comprend le plan de situation, la description des lieux et biens ainsi qu'une note relative aux voies d'accès et moyens de transport.

5° Un avis du service régional d'incendie sur la sécurité du bâtiment, compte-tenu de sa destination.

6° Une estimation de la valeur du bâtiment.

7° Une estimation des travaux d'aménagement à réaliser éventuellement.

8° Une attestation établissant la preuve que le maître de l'ouvrage est à même de contribuer au financement de l'achat et des travaux d'aménagement.

9° Un extrait de la matrice cadastrale.

Art. 12. Le Collège donne son accord de principe sur l'octroi d'une subvention à l'achat et à l'aménagement éventuel du bâtiment.

Art. 13. Le demandeur introduit auprès du Membre du Collège un dossier de demande de décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 14. La demande de décision définitive d'octroi de subvention comprend les documents suivants :

1° La délibération de l'organe compétent de l'association du maître de l'ouvrage.

2° Le prix de la vente.

3° L'estimation des droits d'enregistrement et des frais d'acte.

4° Un bulletin de virement annulé.

Art. 15. Si le montant de la subvention ne dépasse pas le montant estimé au moment de l'accord de principe, le Membre du Collège est compétent pour prendre la décision définitive d'octroi de subvention et fixe le montant de celle-ci.

Si ce montant dépasse le montant estimé au moment de l'accord de principe, le Collège est seul compétent pour prendre la décision définitive d'octroi de la subvention et fixe le montant de celle-ci.

Art. 16. L'acte authentique d'acquisition ne peut être passé qu'après la décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 17. La liquidation de subvention intervient après l'enregistrement de l'acte d'achat et approbation de l'avant-projet des éventuels travaux d'aménagement à réaliser dans le bâtiment, sur présentation des documents suivants :

1° La copie de l'acte d'achat enregistré;

2° Le relevé des frais d'acte.

CHAPITRE III. — *Procédure d'octroi de subvention à la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations d'immeubles ainsi que l'équipement et l'ameublement*

Art. 18. Le demandeur introduit auprès du Membre du Collège une demande d'accord de principe

Art. 19. La demande comprend les documents suivants :

- 1° La délibération de l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage.
- 2° La preuve que le maître de l'ouvrage est une association agréée en tant que service de santé mentale, la copie de ses statuts et la composition de son conseil d'administration.
- 3° Les comptes et bilans de l'association maître de l'ouvrage, pour les trois années précédentes la demande, approuvés par l'assemblée générale et signés par un administrateur.
- 4° Une attestation certifiant qu'il n'a pas encore été passé commande des travaux fournitures faisant l'objet de la demande d'accord de principe.
- 5° Un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'exécution des travaux proposés, en précisant notamment les besoins dans le territoire à desservir, compte tenu des prévisions et de la couverture en équipements existants dans ce territoire. Il comprend le plan de situation, la description des lieux et biens ainsi qu'une note relative aux voies d'accès et moyens de transport.

Art. 20. Le Collège donne son accord de principe sur l'octroi d'une subvention pour la construction, les travaux ou les achats faisant l'objet de la demande qui lui est soumise.

Cet accord de principe est valable pendant une période de deux ans, délai avant l'expiration duquel l'avant-projet des travaux doit être introduit.

Art. 21. Le demandeur introduit auprès du Membre du Collège un dossier d'avant-projet.

Art. 22. Le dossier d'avant-projet comprend les éléments suivants :

- 1° Les documents administratifs.
 - a) La délibération de l'organe compétent de l'association du maître de l'ouvrage de confier l'étude à un auteur de projet.
 - b) L'avis de l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.
 - c) L'avis du service d'incendie.
 - d) Une attestation établissant la preuve que le maître de l'ouvrage est à même de contribuer au financement des travaux.
- 2° Les plans.
 - a) Le plan général d'implantation indiquant :
 - les courbes de niveau;
 - l'emplacement du bâtiment et le niveau de l'étage inférieur;
 - le tracé des égouts;
 - le chemin d'accès;
 - les possibilités d'alimentation en eau potable et en énergie électrique.
 - b) Le profil en long des égouts.
 - c) Les plans des différents niveaux, les vues des façades et les coupes principales à 1 ou 2 p.c. y compris ceux des bâtiments existants dans le cas d'adaptation.
- 3° Le relevé des superficies brutes bâties par étage, existantes et à construire.
- 4° La liste et les estimations des entreprises qui seront adjudgées séparément.
- 5° Pour chaque entreprise, une note technique succincte qui décrit les procédés de construction, détaille les diverses dispositions à prendre, indique les matériaux à utiliser et les installations à prévoir.

Art. 23. Le Membre du Collège approuve l'avant-projet qui lui est soumis et fixe le coût maximum subsidiable.

Art. 24. L'établissement des projets et la passation des marchés sont conformes à la législation applicable aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Art. 25. Le projet doit être conforme à l'avant-projet approuvé.

Art. 26. Le dossier de projet introduit auprès du Membre du Collège comprend les documents suivants :

- 1° La délibération de l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage approuvant le cahier spécial des charges, les plans et le montant de l'estimation.
- 2° Le cahier spécial des charges.
 - Les clauses administratives.
 - Les clauses techniques.
 - Le métré descriptif.
 - Le modèle de soumission.
 - Le modèle de métré récapitulatif ou le modèle d'inventaire.
- 3° Les plans d'ensemble et tous les plans de détail nécessaires à la bonne compréhension des ouvrages.
- 4° Une attestation du service d'incendie que le projet répond aux normes réglementaires.
- 5° Le devis estimatif établi par article du métré récapitulatif ou de l'inventaire.

Art. 27. Le projet ainsi que le mode de passation du marché sont soumis à l'approbation du Membre du Collège.

Art. 28. L'administration est avisée en temps utile de la date de l'ouverture des soumissions. Si elle le juge utile, elle s'y fait représenter par l'un de ses membres.

Art. 29. Le demandeur transmet au Membre du Collège le dossier d'adjudication.

Art. 30. Le dossier comprend les documents suivants :

- 1° Le cahier spécial des charges, le devis estimatif et les plans qui ont servi de base à l'adjudication.
- 2° Les preuves de publicité.
- 3° Les soumissions déposées et leurs annexes en un seul exemplaire.
- 4° Copie de l'offre retenue.
- 5° Le procès-verbal d'ouverture des soumissions.
- 6° Le rapport de l'auteur de projet sur l'adjudication.
- 7° La délibération motivée par laquelle l'organe compétent de l'association maître de l'ouvrage propose la désignation de l'adjudicataire.
- 8° Un bulletin de virement annulé.

Art. 31. Si le montant de la subvention ne dépasse par le montant estimé au moment de l'accord de principe, le Membre du Collège est compétent pour approuver l'adjudication et prendre la décision définitive d'octroi de subvention et fixe le montant de celle-ci.

Si ce montant dépasse le montant estimé au moment de l'accord de principe, le Collège est seul compétent pour approuver l'adjudication, prendre la décision définitive d'octroi de la subvention et fixe le montant de celle-ci.

Art. 32. Les marchés sont exécutés conformément aux dispositions en vigueur en matière de marchés publics et dans le respect des conditions particulières reprises ci-après.

Art. 33. L'ordre de commencer les travaux ou de livrer des fournitures ne peut être donné avant que la décision définitive d'octroi de subvention n'ait été prise.

Au moment où il envoie cet ordre à l'adjudicataire, le maître de l'ouvrage en fait parvenir une copie à l'administration.

Art. 34. A la fin de chaque mois, il est dressé un état d'avancement des travaux à signer pour accord par l'entrepreneur, l'auteur de projet et le maître de l'ouvrage.

Art. 35. Les états d'avancement et les états cumulatifs correspondants à ceux-ci doivent être régulièrement dressés et tenus sur le chantier, à la disposition de l'administration.

Art. 36. Des acomptes sur subvention sont liquidés au maître de l'ouvrage jusqu'à concurrence des neuf dixièmes de l'engagement initial. Sur présentation des états d'avancement, des factures, des lettres de créance y afférentes et des tableaux justifiant le délai d'exécution.

Art. 37. Seuls les travaux supplémentaires ou modificatifs indépendants de la volonté du maître de l'ouvrage et qui n'étaient pas prévisibles lors de la mise en adjudication peuvent éventuellement bénéficier de la subvention.

Art. 38. Les prolongations de délais doivent faire l'objet d'une demande écrite de l'entrepreneur ou du fournisseur et d'une délibération du maître de l'ouvrage, les interruptions doivent faire l'objet d'ordres écrits d'arrêt et de reprise ainsi que de justifications. Ces documents sont joints aux factures des périodes concernées.

Art. 39. Le maître de l'ouvrage procède à la réception provisoire dans les conditions prescrites par le cahier général des charges. L'administration est informée au moins 15 jours avant la date fixée pour la réception.

Art. 40. Lorsque les travaux sont terminés et réceptionnés, le montant total de la subvention est déterminé en fonction du compte final et le dixième restant de l'engagement initial est liquidé au maître de l'ouvrage.

Art. 41. Le demandeur introduit auprès du Membre du Collège le compte final de l'entreprise.

Art. 42. Le dossier contenant le compte final de l'entreprise comprend les documents suivants :

- 1° Le procès-verbal de réception provisoire.
- 2° Un tableau établissant le montant total dû à l'entrepreneur.
- 3° Les justifications et décomptes ayant trait au tableau précité.
- 4° Un tableau récapitulatif des états d'avancement.
- 5° Le tableau donnant la justification du délai d'exécution et ses annexes.
- 6° Eventuellement, la facture relative aux essais géotechniques.
- 7° Eventuellement, les factures relatives aux raccordements eau, gaz, électricité.

Art. 43. Le Membre du Collège approuve le compte final de l'entreprise et s'il échet prend la décision d'octroi d'une subvention complémentaire.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finale*

Art. 44. Le présent arrêté prend ses effets le 1^{er} septembre 1997.

Art. 45. Le Membre du Collège, compétent pour la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 6 novembre 1997.

Par le Collège,

E. TOMAS,
Membre du Collège, chargé de Santé.

HASQUIN,
Président du Collège, chargé du Budget.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 98 — 3556

[C — 98/31530]

6 NOVEMBER 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende regeling van de toekenning van investeringssubsidies aan de diensten voor geestelijke gezondheid

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van 27 april 1995 van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de erkenning en de subsidies van de diensten voor geestelijke gezondheid en inzonderheid op artikel 32;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid, gegeven op 8 september 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 maart 1997;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College, belast met Begroting, gegeven op 17 april 1997;

Gelet op de hoogdringendheid ingegeven door de omstandigheden en op de noodzaak van een wetgeving zodat kan worden voldaan aan de reeds aangevraagde subsidies en onverwijld kan worden overgegaan tot de subsidiëring van de verbouwingswerken van de diensten met het oog op de vereisten inzake brandveiligheid die zijn opgelegd in het raam van hun erkenningsprocedure;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 6 oktober 1997 overeenkomstig artikel 84, 1e lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het Lid van het College, bevoegd voor Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— het Lid van het College : het Lid van het College belast met Gezondheid.

— het bestuur : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

— maximum subsidieerbare kostprijs : het maximumbedrag van de aankopen en werken die in aanmerking worden genomen voor de bepaling van het subsidiebedrag.

Art. 3. Dit artikel bepaalt de voorwaarden, procedures en nadere regels voor de toekenning van subsidies vanwege de Franse Gemeenschapscommissie voor de aankoop, bouw, uitbreiding, verbouwing, renovatie of grote herstelwerken van de gebouwen bestemd voor erkende diensten voor geestelijke gezondheid evenals voor de uitrusting en meubilering ervan.

De aankoop van te bebouwen terreinen, geneeskundige toerusting, informaticamateriaal en meubilering andere dan het installatiemeubilair van een nieuw aangekocht of gebouwd gebouw worden niet gesubsidieerd.

Art. 4. § 1. Het subsidiebedrag wordt vastgesteld op 60 % van de aankoopprijs van het gebouw, met inbegrip van de aktekosten en de registratierechten of van het bedrag van de opdracht van de werken voor leveringen of diensten zoals bedoeld in artikel 5 in zoverre het bedrag niet meer belooft dan het maximum dat is vastgesteld in artikelen 6 en 7.

§ 2. Het subsidiebedrag wordt evenwel vastgesteld op 90 % van het bedrag van de werken, leveringen en prestaties binnen de perken van de vereiste maatregelen ingeval van de wijziging van de vereiste veiligheidsvoorschriften ter zake.

Art. 5. Het bedrag van de werken, leveringen of diensten die worden gesubsidieerd, omvat de volgende posten :

a) Het totaalbedrag dat verschuldigd is aan de aannemer, met aftrek van de niet subsidieerbare posten van de inschrijving en van de verrekeningen en verbouwingswerken die niet zijn aanvaard, maar met inbegrip van de contractuele herzieningen evenredig met het subsidieerbaar bedrag die voortvloeien uit de toepassing van het bijzonder bestek dat de gesubsidieerde aanneming regelt in zoverre dit document voorafgaandelijk werd goedgekeurd door het Lid van het College zoals voorzien in artikelen 24 tot 27.

b) Het bedrag van de belasting toegevoegde waarde.

c) Het bedrag van de algemene kosten, dat forfaitair is vastgesteld op 5 % van het totaal van de bedragen bedoeld in a) en b).

d) De kostprijs van de eventuele geotechnische proeven.

e) De kostprijs van de eventuele water-, gas- en elektriciteitsaansluitingen in zoverre ze werden verricht door de verdelmaatschappijen.

De som van de werken waarvan de aanbesteding niet overeenstemt met de projectgegevens wordt afgetrokken van het subsidiebedrag.

Art. 6. § 1. De maximum subsidieerbare kostprijs wordt vastgesteld op 30.000 BEF per m² met een maximum van 450 m².

Deze wordt opgesteld op 1 januari 1997; de belasting toegevoegde waarde, de contractuele prijsherzieningen alsook de registratierechten, de kosten voor notariële akten en de algemene kosten zoals bepaald in artikel 5, c), de kostprijs van de geotechnische proeven en van de eventuele aansluitingen zijn niet inbegrepen.

§ 2. De subsidieerbare maximumkostprijs volgt de schommelingen van de lonen en sociale lasten, de index van de materialen en van de heffingen in het algemeen. De formule voor de actualisering van de kostprijs is de volgende :

$$p = P (0,40 \frac{s}{S} + 0,40 \frac{i}{I} + 0,20).$$

In deze formule :

- is p het bedrag van de uitgave, goedgekeurd op de dag van de indiening van de inschrijvingen of van de offertes;
- is P het op januari 1997 geactualiseerde bedrag van de goedgekeurde uitgave p;
- zijn s en S de officiële lonen van de bouw voor categorie A, die respectievelijk tien dagen voor de datum van de indiening van de inschrijvingen of van de offertes en op 1 januari 1997 van toepassing zijn;
- zijn i en I de index van de materialen respectievelijk voor de maand van de indiening van de inschrijvingen of van de offertes en voor januari 1997.

Art. 7. Het subsidiebedrag wordt berekend op basis van de aankoopprijs vermeerderd met de registratierechten en de aktekosten op voorwaarde evenwel dat de aankoopprijs niet meer bedraagt dan de handelswaarde zoals geraamd door het Comité voor de aankoop van onroerende goederen of door de Ontvanger van de Registratie en ook niet meer dan de maximum subsidieerbare kostprijs.

Zoniet wordt de subsidie berekend op basis van de laagste waarde van deze drie vermeerderd met de aktekosten en de registratierechten die evenredig zijn verminderd met het maximumbedrag dat voor de berekening in aanmerking is genomen.

Art. 8. De duur voor de afschrijving van de aangeschafte goederen wordt vastgesteld als volgt :

- 33 jaar voor de bouw van een gebouw;
- 25 jaar voor de aankoop van een gebouw;
- 15 jaar voor de renovatie of verbouwing van een gebouw.

Art. 9. De toekenning van de subsidie gebeurt onder de volgende voorwaarden.

a) De aanvrager dient te bewijzen dat hij in staat is zijn aandeel in de kostprijs van de aanneming te financieren. Daartoe kan rekening worden gehouden met de waarde van het terrein waarvan de aanvrager eigenaar is.

b) De aanvrager verbindt zich ertoe :

- geen gebouw, uitrusting of meubilair aan te kopen en geen werken te starten zonder voorafgaand akkoord van het College;
- de erkenningsvoorwaarden die zijn vastgesteld bij de reglementering naleven;
- de bestemming van de gebouwen niet wijzigen zonder de voorafgaande toestemming van het College;
- in geval van vervreemding van het niet afgeschreven gebouw waarvan de bouw of aankoop gesubsidieerd is een percentage van de verkoopprijs evenredig met het oorspronkelijk gesubsidieerde aandeel vergoeden volgens de door het College vastgestelde nadere regels;
- in geval van vervreemding van het afgeschreven gebouw waarvan de bouw of aankoop gesubsidieerd is een percentage van de verkoopprijs evenredig met het oorspronkelijk gesubsidieerde aandeel verminderd met 20 % vergoeden volgens de door het College vastgestelde nadere regels;
- in geval van vervreemding van het gebouw waarvan de renovatie of verbouwing gesubsidieerd zijn, het niet-afgeschreven deel van het subsidiebedrag vergoeden.

c) De aanvrager die vraagt om een subsidie voor het uitvoeren van de werken moet het bewijs leveren dat hij eigenaar is van het gebouw of houder van het erfpachtrecht erop.

d) De aanvrager die vraagt om een subsidie voor de bouw van een gebouw moet het bewijs leveren dat hij eigenaar is van het te bebouwen terrein of houder van het erfpachtrecht erop.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de toekenning van subsidies voor de aankoop van gebouwen*

Art. 10. De aanvrager dient een aanvraag om principiële akkoord bij het Lid van het College in.

Art. 11. De aanvraag om principiële akkoord omvat de volgende documenten :

- 1° De beraadslaging van het bevoegd orgaan van de vereniging fungerend als bouwheer.
- 2° Het bewijs dat de bouwheer een vereniging zonder winstoogmerk is of een universitaire instelling die is erkend als dienst voor geestelijke gezondheid, het afschrift van de statuten en de samenstelling van de bestuursraad.
- 3° De rekeningen en balansen van de vereniging fungerend als bouwheer, voor de drie jaren die voorafgaan aan de aanvraag en die zijn goedgekeurd door algemene vergadering en ondertekend door een bestuurder.
- 4° Een memorie met vermelding van de redenen voor de aankoop van het gebouw en waarin met name toelichting wordt gegeven over de behoeften van het grondgebied dat wordt bestreken, rekening houdend met de voorspellingen en de dekking inzake de bestaande uitrustingen op dat grondgebied. Het omvat het plan van de toestand, de beschrijving van de plaatsen en goederen alsook een nota betreffende de toegangswegen en vervoermiddelen.
- 5° Een advies van de gewestelijke dienst voor brandbestrijding over de veiligheid van het gebouw, rekening houdend met de bestemming ervan.
- 6° Een raming van de waarde van het gebouw.
- 7° Een raming van de eventueel uit te voeren verbouwingswerken.
- 8° Een attest dat bewijst dat de bouwheer in staat is bij te dragen tot de financiering van de aankoop en van de verbouwingswerken.
- 9° Een uittreksel uit de kadasterlegger.

Art. 12. Het College geeft zijn principiële akkoord over de toekenning van een subsidie voor de aankoop en eventuele verbouwing van het gebouw.

Art. 13. De aanvrager dient bij het Lid van het College een dossier in met betrekking tot het verzoek om een definitieve beslissing betreffende de toekenning van een subsidie.

Art. 14. Het verzoek om een definitieve beslissing betreffende de toekenning van een subsidie omvat de volgende documenten :

- 1° De beraadslaging van het bevoegde orgaan van de vereniging fungerend als bouwheer.
- 2° De verkoopprijs.
- 3° De raming van de registratierechten en van de aktekosten.
- 4° Een vernietigd overschrijvingsbewijs.

Art. 15. Indien het subsidiebedrag niet meer beloopt dan het bedrag dat werd geraamd op het tijdstip van het principiessaakkoord is het Lid van het College bevoegd om de definitieve beslissing te nemen in verband met de toekenning van de subsidie en stelt hij het bedrag ervan vast.

Indien dit bedrag meer is dan het bedrag dat werd geraamd op het tijdstip van het principiessaakkoord is enkel het College bevoegd om de definitieve beslissing met betrekking tot de toekenning van de subsidie te nemen en stelt het het subsidiebedrag vast.

Art. 16. De authentieke aankoopakte kan slechts worden verleden na de definitieve beslissing betreffende de toekenning van de subsidie.

Art. 17. De uitbetaling van de subsidie gebeurt na de registratie van de aankoopakte en de goedkeuring van het voorontwerp van de eventuele verbouwingswerken in het gebouw op voorlegging van de volgende documenten :

- 1° het afschrift van de geregistreerde aankoopakte;
- 2° de staat van de aktekosten.

HOOFDSTUK III. — *Procedure voor de toekenning van subsidies voor de bouw, uitbreiding, verbouwing, renovatie of grote herstelwerken van gebouwen alsook de uitrusting en meubilering*

Art. 18. De aanvrager dient bij het Lid van het College een aanvraag om principiessaakkoord in.

Art. 19. De aanvraag omvat de volgende documenten :

- 1° De beraadslaging van het bevoegd orgaan van de vereniging fungerend als bouwheer.
- 2° Het bewijs dat de bouwheer een vereniging is die erkend is als dienst voor geestelijke gezondheid, het afschrift van haar statuten en de samenstelling van haar raad van bestuur.
- 3° De rekeningen en balansen van de vereniging fungerend als bouwheer voor de drie jaren die voorafgaan aan de aanvraag, en die zijn goedgekeurd door de algemene vergadering en ondertekend door een bestuurder.
- 4° Een attest dat bewijst dat er nog geen bestelling werd geplaatst voor de werken en leveringen die het voorwerp uitmaken van de aanvraag om principiessaakkoord.
- 5° Een memorie met vermelding van de redenen voor de uitvoering van de voorgestelde werken door met name een verduidelijking te geven van de behoeften van het grondgebied dat de dienstverlening bestrijkt, rekening houdend met de voorspellingen en de dekking inzake de uitrustingen die op dat grondgebied bestaan. Het omvat het liggingplan, de beschrijving van de plaatsen en goederen alsook een nota betreffende de toegangswegen en vervoermiddelen.

Art. 20. Het College geeft zijn principiessaakkoord voor de toekenning van een subsidie voor de bouw, de werken of aankopen vervat in de aanvraag die het is voorgelegd.

Dit principiessaakkoord geldt voor twee jaar, dit is de termijn waarbinnen het voorontwerp van de werken moet worden ingediend.

Art. 21. De aanvrager dient bij het Lid van het College een dossier inzake voorontwerp in.

Art. 22. Het dossier inzake voorontwerp omvat het volgende :

- 1° De bestuursdocumenten
 - a) De beraadslaging van het bevoegd orgaan van de vereniging van de bouwheer om de studie aan een ontwerper toe te vertrouwen.
 - b) Het advies van het bestuur voor stedenbouw en ruimtelijke ordening.
 - c) Het advies van de dienst voor brandbestrijding
 - d) Een attest dat dient als bewijs dat de bouwheer in staat is financieel bij te dragen tot de werken.
- 2° De plannen
 - a) Het algemeen inplantingsplan met vermelding van :
 - de hoogtelijnen;
 - de locatie van het gebouw en het niveau van de benedenverdieping;
 - de loop van de riolen;
 - de toegangswegen;
 - de mogelijkheden inzake drinkwater- en electriciteitsvoorziening.
 - b) Het lengteprofiel van de riolen.
 - c) De plannen van de verschillende verdiepingen, de uitzichten van de gevels en de hoofddoorsneden op 1 of 2 % met inbegrip van die van de bestaande gebouwen in geval van aanpassingen.
- 3° De staat van de bebouwde bruto-oppervlakten per verdieping, zowel van de bestaande als de nog te bouwen.
- 4° De lijst en de ramingen van de aannemingen die afzonderlijk zullen worden aanbesteed.
- 5° Voor elke aanneming een beknopte technische nota die een omschrijving geeft van de bouwprocédés, de te treffen maatregelen, de te gebruiken materialen en de te voorziene installaties.

Art. 23. Het Lid van het College hecht zijn goedkeuring aan het hem voorgelegde voorontwerp en stelt de maximum subsidieerbare kostprijs vast.

Art. 24. De opmaak van de projecten en de gunning van de opdrachten zijn conform de wetgeving die van toepassing is op de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten.

Art. 25. Het project dient in overeenstemming te zijn met het goedgekeurde voorontwerp.

Art. 26. Het projectdossier dat is ingediend bij het Lid van het College omvat de volgende documenten :

1° De beraadslaging van het bevoegde orgaan van de vereniging fungerend als bouwheer waarbij de goedkeuring wordt gegeven aan het bijzonder bestek, de plannen en het bedrag van de raming.

2° Het bijzonder bestek

— De administratieve clausules.

— De technische clausules.

— De opmetingsstaat.

— Het model van de inschrijving.

— Het model van de samenvattende opmetingsstaat of het model van de inventaris.

3° De totaalplannen en alle detailplannen die noodzakelijk zijn voor een goed overzicht van de werken.

4° Een attest van de dienst voor brandbestrijding dat bewijst dat het project voldoet aan de reglementaire normen.

5° De kostenraming per artikel van de samenvattende opmetingsstaat of van de inventaris.

Art. 27. Het project alsook de wijze van de gunning van de opdracht dienen ter goedkeuring te worden voorgelegd aan het Lid van het College.

Art. 28. Het bestuur wordt ten gepaste tijde op de hoogte gebracht van de openingsdatum van de inschrijvingen. Zo het dat nuttig acht, kan het er zich laten vertegenwoordigen door een van zijn leden.

Art. 29. De aanvrager bezorgt het aanbestedingsdossier aan het Lid van het College.

Art. 30. Het dossier omvat de volgende documenten :

1° Het bijzonder bestek, de kostenraming en de plannen die als basis dienden voor de aanbesteding.

2° De bewijzen van openbaarmaking.

3° Een enkel exemplaar van de ingediende inschrijvingen en de bijlagen ervan

4° Een afschrift van de weerhouden offerte.

5° De notulen van de opening van de inschrijvingen.

6° Het verslag van de ontwerper over de aanbesteding.

7° De gegronde beraadslaging waarin het bevoegde orgaan van de vereniging fungerend als bouwheer de aanstelling van de aannemer voorstelt.

8° Een vernietigd overschrijvingsbewijs.

Art. 31. Indien het subsidiebedrag niet meer belooft dan het bedrag dat werd geraamd op het tijdstip van het principiële akkoord is het Lid van het College bevoegd om de aanbesteding goed te keuren en een definitieve beslissing te nemen in verband met de toekenning van de subsidie en stelt hij het bedrag ervan vast.

Indien dit bedrag meer is dan het bedrag dat werd geraamd op het tijdstip van het principiële akkoord is enkel het College bevoegd om de aanbesteding goed te keuren en de definitieve beslissing inzake de toekenning van de subsidie te nemen en stelt het het subsidiebedrag vast.

Art. 32. De opdrachten worden uitgevoerd overeenkomstig de geldende bepalingen inzake overheidsopdrachten en met inachtneming van de hierna vermelde bijzondere voorwaarden.

Art. 33. De opdracht tot de aanvang van de werken of van de levering van de diensten kan pas worden gegeven als de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie is genomen.

Op het tijdstip dat de aannemer in kennis wordt gesteld van de opdracht hiertoe, bezorgt de bouwheer hiervan een afschrift aan het bestuur.

Art. 34. Aan het eind van elke maand wordt een staat van de voortgang van de werken opgemaakt; deze dient voor akkoord te worden ondertekend door de aannemer, de ontwerper en de bouwheer.

Art. 35. De staten van de voortgang en de ermee overeenstemmende cumulatieve staten dienen naar behoren te worden opgemaakt en bijgehouden op de bouwplaats, ter beschikking van het bestuur.

Art. 36. Voorschotten op subsidies worden uitbetaald aan de bouwheer tot een bedrag van negen tienden van de aanvankelijke vastlegging op voorlegging van de staten van de voortgang, de facturen, de schuldvorderingen die daarop betrekking hebben en de tabellen ter rechtvaardiging van de uitvoeringstermijn.

Art. 37. Enkel de bijkomende werken of aanpassingswerken buiten de wil om van de bouwheer en die niet konden worden voorzien tijdens de aanbesteding kunnen eventueel worden gesubsidieerd.

Art. 38. De aannemer of de leverancier kan een schriftelijke aanvraag indienen met betrekking tot de verlengingen van termijnen, waarover de bouwheer beraadslaagt. De onderbrekingen moeten het voorwerp uitmaken van schriftelijke bevelen tot stopzetting en hervatting en worden gerechtvaardigd. Deze documenten zijn gevoegd bij de facturen van de desbetreffende perioden.

Art. 39. De bouwheer gaat over tot de voorlopige oplevering onder de voorwaarden vermeld in de algemene aannemingsvoorwaarden. Het bestuur wordt minstens 15 dagen vóór de datum die is vastgesteld voor de oplevering op de hoogte gebracht.

Art. 40. Wanneer de werken beëindigd en opgeleverd zijn, wordt het totaalbedrag van de subsidie bepaald in functie van de eindafrekening, het resterende tiende van de aanvankelijke vastlegging wordt uitbetaald aan de bouwheer.

Art. 41. De aanvrager dient bij het Lid van het College de eindafrekening van de aanneming in.

Art. 42. Het dossier met de eindafrekening van de aanneming omvat de volgende documenten :

- 1° De notulen van de voorlopige oplevering.
- 2° Een tabel met het totaalbedrag dat aan de aannemer verschuldigd is.
- 3° De rechtvaardigingen en afrekeningen met betrekking tot voornoemde tabel.
- 4° Een samenvattende tabel van de staten van de voortgang.
- 5° Een tabel met de rechtvaardiging van de uitvoeringstermijn en de bijlagen ervan.
- 6° De eventuele factuur voor de geotechnische proeven.
- 7° De eventuele facturen voor de water-, gas- en elektriciteitsaansluitingen.

Art. 43. Het Lid van het College hecht zijn goedkeuring aan de eindafrekening van de aanneming en neemt desgevallend de beslissing tot toekenning van een bijkomende subsidie.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 44. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

Art. 45. Het Lid van het College, bevoegd voor Gezondheid, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 6 november 1997.

Namens het College,

E. TOMAS,

Lid van het College belast met Gezondheid.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College belast met Begroting.



F. 98 — 3557

[C - 98/31529]

6 NOVEMBRE 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant règlement de l'octroi de subventions à l'investissement aux services actifs en matière de toxicomanies

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret du 27 avril 1995 de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies et notamment l'article 35;

Vu l'avis de la Commission consultative bruxelloise francophone de lutte et de prévention en matière de toxicomanies, donné le 15 décembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mars 1997;

Vu l'accord du Membre du Collège qui a le Budget dans ses attributions, donné le 17 avril 1997;

Vu l'urgence motivée par la circonstance et qu'il est nécessaire de disposer d'une législation pour pouvoir répondre aux demandes de subsides déjà parvenues et également de pouvoir subsidier dans les plus brefs délais des travaux d'aménagement des services afin qu'ils puissent répondre aux exigences de sécurité en matière d'incendie imposées dans le cadre de leur procédure d'agrément;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 14 juillet 1997 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège compétent pour la Santé, la Reconversion et le Recyclage professionnels, l'Enseignement, la Promotion sociale, le Transport scolaire et la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

— le Membre du Collège : le membre du Collège chargé de la Santé.

— l'administration : les services du Collège de la Commission communautaire française.

— coût maximum subsidiable : le montant maximum des achats et travaux pris en considération pour déterminer le montant de la subvention.

Art. 3. Le présent arrêté fixe les conditions, procédures et modalités d'octroi de subventions de la Commission communautaire française dans l'acquisition, la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations des immeubles affectés à des services actifs en matière de toxicomanies agréés ainsi que pour leur équipement et ameublement.

Sont exclus du bénéfice des subventions l'achat de terrain à bâtir, d'appareillage médical, de matériel informatique et d'ameublement autre que le mobilier d'installation dans un bâtiment nouvellement acquis ou construit.

Art. 4. § 1^{er}. Le montant de la subvention est fixé à 60 p.c. du prix d'achat de l'immeuble, y compris les frais d'acte et les droits d'enregistrement, ou du montant du marché de travaux, de fournitures ou de services tels que prévus à l'article 44 pour autant que ce montant ne dépasse pas le maximum fixé aux articles 5, 6 et 7.

§ 2. Toutefois, le montant de la subvention est fixé :

1° à 90 p.c. du montant des travaux, fournitures et prestations, dans la limite des mesures indispensables pour que le service agréé par la Commission communautaire française avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté puisse répondre de manière satisfaisante aux exigences de sécurité requises en la matière;